



KPMG SA
47 avenue Clémenceau
BP 40055
62967 Longuenesse

Association Interm'aides Côte d'Opale

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association Interm'aides Côte d'Opale
2 Résidence Jean Giono
62480 PORTEL

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
47 avenue Clémenceau
BP 40055
62967 Longuenesse

Association Interm'aides Côte d'Opale

2 Résidence Jean Giono - 62480 PORTEL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association Interm'aides Côte d'Opale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Interm'aides Côte d'Opale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans la note « Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022-06 » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Longuenesse, le 29 avril 2026

KPMG SA

José Denisselle

Associé

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2025

| ACTIF | 31/12/2025 | | | 31/12/2024 |
|--|------------|------------------------------------|---------|------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations | Net | Net |
| FRAIS D'ETABLISSEMENTS (I) | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | 18 778 | 18 639 | 138 | 1 799 |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 76 653 | 51 339 | 25 314 | 35 434 |
| Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 28 848 | | 28 848 | 22 195 |
| Autres Immobilisations Financières | 1 658 | | 1 658 | 1 658 |
| Total II | 125 937 | 69 978 | 55 958 | 61 086 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 268 329 | | 268 329 | 277 610 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres créances | 54 674 | | 54 674 | 74 713 |
| Charges constatées d'avance | 15 491 | | 15 491 | 16 479 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments financiers à terme et jetons détenus | | | | |
| Disponibilités | 446 073 | | 446 073 | 456 133 |
| Total III | 784 567 | 0 | 784 567 | 824 935 |
| Frais d'émission des emprunts (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (V) | | | | |
| Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI) | 910 504 | 69 978 | 840 526 | 886 021 |

BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2025

| PASSIF | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------|------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 44 656 | 44 656 |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 539 112 | 599 748 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 5 539 | -60 636 |
| Situation nette (sous total) | 589 307 | 583 768 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 1 388 | 1 782 |
| Provisions réglementées | | |
| Total I | 590 695 | 585 550 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| Total II | - | - |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 19 809 | 16 642 |
| Total III | 19 809 | 16 642 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Instruments financiers à terme | | |
| Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | 38 424 | 67 598 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 189 993 | 215 484 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 1 605 | 746 |
| Produits constatés d'avance | | |
| Total IV | 230 022 | 283 828 |
| Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V) | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 840 526 | 886 021 |

COMPTE DE RESULTAT TOUS SERVICES - EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2025 AU 31 DECEMBRE 2025

| COMPTE DE RESULTAT | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | | |
| <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| Ventes de prestations de service | 1 855 901 | 1 910 508 |
| <i>dont parrainages</i> | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 181 316 | 198 510 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | 5 238 |
| Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 88 586 | 135 411 |
| Total I | 2 125 803 | 2 249 667 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stocks | | |
| Autres achats et charges externes | 276 046 | 217 106 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 87 152 | 101 915 |
| Salaires | 1 473 157 | 1 668 986 |
| Cotisations sociales | 267 411 | 314 673 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 14 343 | 11 019 |
| Dotations aux provisions | 3 167 | |
| Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | | |
| Reports en fonds dédiés | | |
| Autres charges | 713 | 127 |
| Total II | 2 121 989 | 2 313 826 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 3 814 | 64 159 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 724 | 2 326 |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits des immobilisations financières cédées | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| Total III | 1 724 | 2 326 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| Total IV | - | - |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 1 724 | 2 326 |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | 5 538 | 61 833 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | | 1 493 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | | 297 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | - | 1 196 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | |
| Total des produits (I + III + V) | 2 127 527 | 2 253 487 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 2 121 988 | 2 314 123 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 5 539 | 60 636 |
| <i>dont excédent ou déficit des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | | |
| TOTAL | - | - |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL | - | - |

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

31/12/2025

1. Faits marquants, méthodes comptables, objet social

1.1. Faits significatifs

1.1.1. Activité

L'exercice a été marqué par :

- La baisse des heures du marché CAB MAIRIE DE BOULOGNE de 10% en 2025, la baisse devrait s'accroître en 2026.
- Le nouveau marché public avec Flandre opale Habitat en cotraitance avec RES Fruges et Espoir Littoral Service Rinxent soit environ 7000hrs annuelles, ce qui a compensé la baisse de la CAB.

1.2. Principes, règles et méthodes comptables

1.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

1.2.2 Méthodes Générales

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2023-03 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 applicable au 1er janvier 2025.

Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ainsi que le règlement 2023-03.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application du règlement ANC n°2022-06 génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.

TABLEAU DE RECLASSEMENT DES POSTES N (PRÉSENTATION SELON ANC 2022-06)

| Poste concerné (ancien modèle) | Montant N selon ancien format | Reclassement requis au titre du règlement | Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet) | Montant après reclassement |
|--|--|--|--|---|
| Autres produits (résultat d'exploitation) | 7 872 euros | Reclassés selon la nature de l'opération | Salaires charges exploitation | Remboursement maladie 7 872 euros |
| Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (en produits exceptionnels) | 393 euros | Reclassées en produits d'exploitation | Subvention | 393 euros |

| | | | | |
|-----------------------------|-----------------|--|----------------------------|-----------------|
| Charges constatées d'avance | 15 491,00 euros | Présentées en "Créances – Charges constatées d'avance" | Actif circulant – Créances | 15 491,00 euros |
|-----------------------------|-----------------|--|----------------------------|-----------------|

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 20 avril 2026.

1.4 Objet social

L'association est conventionnée par l'État. Elle contribue à l'insertion et au retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Elle vise à restaurer et/ou à développer l'employabilité et l'autonomie des personnes qu'elle accompagne. L'objectif étant de rejoindre le marché du travail dit classique sur un projet professionnel qui leur corresponde.

L'association est conventionnée au titre d'association intermédiaire, elle entre dans le champ de l'économie sociale et solidaire et son territoire d'intervention se situe sur l'arrondissement de Boulogne sur mer.

Notre mission première est d'accueillir des demandeurs d'emploi et leur permettre d'accomplir des heures de travail auprès des particuliers, associations, entreprises ou collectivités locales.

2. Bilan

2.1. Actif

| Rubriques | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------|--|---------------|-------------|---|
| Immobilisations incorporelles | 18 778 | | | 18 778 |
| Immobilisations corporelles | 74 090 | 2 563 | | 76 652 |
| Immobilisations financières | 23 853 | 6 653 | | 30 506 |
| TOTAL | 116 721 | 9 216 | - | 125 936 |

2.1.1. Immobilisations et amortissements

| Rubriques | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions d'amortissements de l'exercice | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |
|-------------------------------|--|---|--|---|
| Immobilisations incorporelles | 16 980 | 1 660 | | 18 640 |
| Immobilisations corporelles | 38 655 | 12 683 | | 51 338 |
| Immobilisations financières | | | | |
| TOTAL | 55 636 | 14 343 | | 69 979 |

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Méthode d'amortissement

| Type d'immobilisations | Mode | Durée |
|-------------------------|----------|--------------|
| Logiciels et progiciels | Linéaire | 1 an à 3 ans |
| Agencements | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Matériel de transport | Linéaire | 4 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 3 à 5 ans |

2.1.2. Immobilisations financières

| | |
|--------------------|--------|
| Participations | 0 |
| Dépôts de garantie | 1 658 |
| Prêts | 28 848 |

2.1.3. Créances

| Créances(a) | Montant brut | Liquidité de l'actif | |
|---|----------------|--------------------------|-------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an |
| Créance de l'actif immobilisé | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts (1) | | | |
| Créances de l'actif circulant | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 268 329 | 268 329 | |
| Autres | 54 674 | 54 674 | |
| Charges constatées d'avance | 15 491 | 15 491 | |
| TOTAL | 338 494 | 338 494 | - |
| (1) Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |
| (a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours | | | |

2.1.4. Produits à recevoir : 44 732 €

| | |
|----------------------------|----------|
| Subvention Aide aux postes | 6 740 € |
| Subvention Conseil Général | 16 510 € |
| Convention Insertim | 187 € |
| Uniformalion | 21 295 € |

2.1.5. Charges constatées d'avances : 15 491 €

Elles concernent des charges d'exploitation.

2.2. Passif

2.2.1. Fonds associatifs

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A L'OUVERTURE | AFFECTATION DU RESULTAT | AUGMENTATION | DIMINUTION OU CONSOMMATION | A LA CLOTURE |
|-------------------------------------|----------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | 0 | | | | 0 |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 44 656 | | | | 44 656 |
| Report à nouveau | 599 748 | -60 636 | | | 539 112 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -60 636 | 60 636 | 5 539 | | 5 539 |
| Situation nette (sous-total) | 583 768 | 0 | 5 539 | | 589 310 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 1 782 | | | 393 | 1 388 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 585 550 | 0 | 5 539 | 393 | 590 695 |

2.2.2 Provisions pour risques et charges

L'association a constaté une provision pour indemnité de départ à la retraite pour un montant de 19 809 €. Cette provision s'élevait au 31/12/2024 à 16 642 €.

| Rubriques | Provision à la fin de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Provision à la fin de l'exercice |
|-------------------------|----------------------------------|---|--------------------------------------|----------------------------------|
| Provisions pour litiges | | - | | |
| Provisions pour charges | 16 642 | 3 167 | | 19 809 |
| TOTAL | 16 642 | 3 167 | 0 | 19 809 |

Les associations sont tenues d'évaluer leurs engagements de retraite relatifs aux indemnités de fin de carrière qu'elles doivent verser au départ à la retraite de leurs salariés. Cet engagement peut être inscrit au bilan sous forme d'une provision ou faire l'objet d'une simple information dans l'annexe.

Une dotation de 3 167 € est intervenue au cours de l'exercice.

Paramètres retenus : taux d'actualisation : 4 % ; taux de charges sociales : 45 % ; taux de capitalisation : 2 %, âge de départ à la retraite : 64 ans.

2.2.3 Etat des dettes

| Dettes(b) | Montant brut | Degré d'exigibilité du passif | | |
|--|----------------|-------------------------------|-------------|--------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances | |
| | | | à plus 1 an | à plus 5 ans |
| Emprunts obligataires convertibles (2) | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (2) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 38 424 | 38 424 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 189 993 | 189 993 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 1 605 | 1 605 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 230 022 | 230 022 | - | - |
| (2) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| (2) Dont soldes créditeurs de banque | | | | |

2.2.4 Fournisseurs

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 38 424 € et comprennent pour une somme totale de 10 051 € des factures non parvenues exclusivement composées de charges d'exploitation.

2.2.5 Charges à payer

Le total des charges à payer s'élève à 75 129 €, dont :

| | |
|----------------------|--------|
| Dettes fournisseurs | 10 051 |
| Charges de personnel | 45 333 |
| Charges fiscales | 19 745 |

2.2.6 Produits constatés d'avance

Il n'existe pas de produit constaté d'avance au 31/12/2025.

3. Compte de résultat

3.1 Ventilation des produits d'exploitation

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Chiffre d'affaires | 1 855 901 | 1 910 508 |
| Subventions | 181 316 | 198 510 |
| Reprises de provisions | | 5 238 |
| Autres produits | 88 586 | 135 411 |
| TOTAL des produits d'exploitation | 2 125 803 | 2 249 667 |

Détail des Subventions :

| Détail des subventions | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| Conseil Général | 57 203 | 59 720 |
| Aide accompagnement | 91 800 | 96 230 |
| Quote part subvention investissement | 393 | 0 |
| AMIE | 31 920 | 42 560 |
| TOTAL des subventions | 181 316 | 198 510 |

3.2 Résultat exceptionnel

Néant.

3. ». Ventilation de l'effectif moyen

| Catégories | Personnel permanent | Personnel autre |
|--------------|---------------------|-----------------|
| cadres | 2 | |
| employés | 7,8 | 56,8 |
| ouvriers | | |
| TOTAL | 9,8 | 56,8 |

4. Autres informations

Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants :

Cette information n'est pas communiquée car elle consisterait à fournir une rémunération individuelle.

5. Evènements postérieurs à la date de clôture

Perspectives / Activités :

Il est à noter à ce jour :

- Baisse de la convention Département Mesure 6 de 17500 € en 2026.
- Baisse de l'aide aux postes de 12% pour 2026.
- Pour compenser ces baisses, le référent solidarité est parti à la retraite au 1^{er} avril, le remplacement s'est fait en interne suite à la diminution de la mesure 6.
- La direction sera en retraite progressive à compter du 1^{er} octobre 2026 pour un travail à 60%, l'adjointe de direction devrait prendre le poste au départ définitif de la direction en octobre 2029.

Aucun autre fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la date de clôture.